

# Opinions

## Réflexions

# L'utilité de sanctions et d'un boycott d'Israël

### L'invité

#### Réda Benkirane

Sociologue et consultant international



En l'espace de cinq ans, Israël a mené trois guerres sur Gaza marquées par des crimes de guerre et des massacres de civils. Sur un territoire réduit et ultradense où s'entassent 1,5 million de Palestiniens sous blocus depuis 2007, l'armée israélienne échoue une fois encore à détruire les brigades militaires du Hamas, laissant en revanche derrière elle des morts et des blessés par milliers, en plus des arrestations massives et de la population déplacée. Surpuissance militaire, impuissance politique, violation du droit humanitaire, actions unilatérales, absence de stratégie à long terme caractérisent ces expéditions punitives aux forts relents coloniaux.

La force ne fait pas le vainqueur. De l'aveu des plus hauts responsables de la défense et du renseignement israéliens, tous s'accordent à dire qu'il n'y a pas de solution militaire au problème existentiel israélo-palestinien.

A chaque fois, Gaza sert de champ d'expérimentation à de nouvelles armes (drones de guerre, bombes à phosphore, bombes à fragmentation, obus à fléchettes). Habitations, écoles, hôpitaux, bâtiments onusiens, réseaux d'eau et d'électricité sont détruits, quand la communauté internationale reste passive - suggérant que l'impunité est payante - et qu'elle s'en tiendra à une gestion du désastre humanitaire.

Certes le mouvement Hamas, qui se présente aussi comme un résistant à l'occupant, est porteur d'un projet sociétal intégriste et obscurantiste: mais il est politiquement autant (il) légitime

et (in)fréquentable que les partis extrémistes et ouvertement racistes qui, en tant que membres influents du gouvernement israélien, ont des moyens de «passage à l'acte» autrement plus puissants et dévastateurs.

De partout dans le monde, une prise de conscience émerge pour exiger des sanctions contre ces opérations militaires punissant collectivement la population. Depuis quelques années se sont mises en place différentes formes de boycott académique, culturel et économique. Durant cette dernière guerre, on assiste, notamment à travers les médias sociaux,

«Les artisans de ces campagnes s'inspirent de celle, aboutie, contre l'apartheid sud-africain»

à un phénomène de mise en réseau de ces différentes initiatives ascendantes (bottom-up) qui sont en train de faire système. Toutes s'articulent principalement autour d'un appel au boycott des produits israéliens et d'une pression auprès de gouvernements pour bannir le commerce des armes et la coopération militaire avec Tshahal. Les artisans de ces campagnes, parmi lesquels figurent des personnalités et des consciences morales israéliennes et juives, s'inspirent de la campagne aboutie contre l'apartheid sud-africain: ils clament haut et fort qu'il n'y a pas de place dans leurs campagnes pour les groupes haineux, antisémites, extrémistes religieux ou fascistes.

Il apparaît ainsi de plus en plus que seule la solution - efficace et non violente - du boycott peut contraindre le gouvernement israélien, face aux Palestiniens et à leurs représentants élus, à parler le langage du droit et non celui de la force.